



Budget 2025

À NOUS DE FAIRE PAYER LES RICHES

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1 200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 !

Une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Enfermés

En refusant de réparer les monte-charges, la direction transforme le bureau en vraie prison !

Encore cette semaine, un collègue de Paris 15 s'est retrouvé bloqué à deux reprises pendant plusieurs dizaines de minutes.

À quand la mutinerie ?

Après les élections place à la lutte

Les élections aux CSE ont donné leur verdict. Pour le scrutin des facteurs en Île-de-France, les syndicats les plus combatifs s'en sortent bien en approchant les 48 %, avec une participation exceptionnelle à Paris 15 de 77 %.

La majorité du CSE sera aux mains des syndicats patronaux du fait du vote des cadres, qui ont voté très majoritairement pour la CFDT. On ne s'en étonnera pas... Ça se confirme, il sera plus difficile de bloquer les réorganisations par le biais juridique. La solution viendra des mobilisations et de la grève pour répondre aux attaques de la boîte qui seront nombreuses.

Méthodes de voyous

Début octobre, La Poste a été condamnée par la Cour de cassation pour une affaire de répression syndicale remontant à 2018. La boîte avait voulu frapper fort contre un représentant syndical de Sud-PTT en Gironde, qui avait appelé à la grève pour soutenir quatre collègues menacés de licenciement.

Sur l'année 2023-2024, ce sont au moins neuf collègues qui ont ainsi été réprimés par La Poste, qui essaye à tout prix d'interdire les prises de parole. Une politique répressive qui, cette fois, est épinglée. Mais la véritable gifle, c'est en nous mobilisant que nous l'infligerons à la direction de La Poste !

Log'issimo : nouvelles prestations, mais pas de nouveaux salaires

Après la livraison des plateaux repas, La Poste souhaite généraliser le stockage et l'approvisionnement de service logistique Aix entreprises. Des collègues se retrouvent à collecter des marchandises, en plus de leur tournée... Sans être payés plus évidemment ! Si La Poste veut qu'on abatte du travail supplémentaire, il va falloir que les embauches et la rémunération suivent !

Les réorgs tuent

À la suite d'un signalement de l'inspection du travail, le parquet de Lyon a ouvert une information judiciaire pour « homicide involontaire aggravé », ainsi que « harcèlement moral et mise en danger de la vie d'autrui » contre la direction de Corbas PPDC.

La conséquence de deux réorganisations en deux

ans, qui ont provoquées le suicide de deux collègues, et la tentative d'un troisième. Eh oui, la dégradation des conditions de travail met des vies en danger.

Mille raisons d'être en colère

Des livreurs de prospectus de Millee, ex-Adrexo, se sont rassemblés la semaine dernière devant le ministère des Finances. La colère est bien là parmi ces salariés laissés sur le carreau, sans salaire depuis deux mois, en raison de la liquidation judiciaire de l'entreprise. La société serait en faillite à cause d'une dette de 73 millions d'euros ? Mais les actionnaires se sont versés 70 millions de dividendes en 2023 ! C'est l'équivalent d'un an de salaire pour les 10 000 salariés de Millee payés à peine 500 à 600 euros nets par mois. Alors pas questions de payer les pots cassés.

Le Doliprane va-t-il changer de main ?

Le géant de l'industrie pharmaceutique Sanofi a annoncé négocier avec le fonds d'investissement américain CD&R pour lui céder le contrôle de sa filiale de produits en vente libre Opella.

Selon le quotidien patronal *Les Échos*, le repreneur potentiel a offert plus de 15 milliards d'euros pour mettre la main sur Opella, numéro trois mondial des médicaments sans ordonnance, vitamines, minéraux et compléments alimentaires. Cette filiale chapeaute une centaine de marques dont le Doliprane, le médicament le plus vendu en France.

Sanofi a reçu des centaines de millions d'euros de la part de l'État pour développer sa production dans le pays au nom d'un « patriotisme économique » et pour maintenir des emplois. Mais une fois les sous en poche, il trouve qu'Opella n'est plus assez rentable et est prêt à la vendre au plus offrant.

Le profit est la seule motivation des patrons.

